

Le budget

On nous propose les mêmes prévisions depuis quelques années déjà, mais cette analyse on ne peut plus prévisible du malaise économique actuel ne tient pas compte de deux éléments fondamentaux. Tout d'abord, que l'économie canadienne est entrée en récession une bonne année avant celle de nos grands partenaires économiques, surtout les États-Unis, et que ses répercussions sont beaucoup plus profondes.

• (1510)

Deuxième point fondamental, il est loin d'être clair que l'économie mondiale, en dehors du Canada, des États-Unis et de la Grande-Bretagne, est en récession comme le gouvernement voudrait nous le faire croire.

L'Europe continentale, le Japon et surtout les pays nouvellement industrialisés de l'Asie du Sud-Est continuent d'afficher des taux de croissance excellents et parfois même remarquables au moment même où le Canada s'enlise dans la récession.

De plus, si le reste du monde connaît une certaine croissance ou un certain ralentissement dans les mois à venir, ce sera probablement à cause de la détérioration que l'économie nord-américaine subit depuis un an. Cette économie reste toujours une force remarquable, qui est capable d'entraîner l'économie mondiale dans sa chute.

Ce tableau plus conforme à la réalité de la situation du Canada pose une question centrale. Le Canada est-il aux prises avec un ralentissement cyclique typique et peut-on s'attendre à ce qu'il réagisse sous peu avec une énergie renouvelée? Est-il aux prises avec des problèmes économiques plus graves? Éprouvons-nous en fait une crise de productivité, plutôt qu'une récession qui reflète le déclin de notre position économique à l'échelle internationale? Si c'est effectivement le cas et que notre position économique subit un recul au niveau international, il peut être dangereux de parler trop librement de récession. Cette expression masque le fait que la croissance de notre productivité, mesure réelle de notre compétitivité sur la scène internationale, n'a pas changé depuis plus près d'une décennie, c'est-à-dire depuis longtemps avant le début de la récession actuelle.

Cette expression masque le problème véritable, à savoir que l'Amérique du Nord et le Canada en particulier sont systématiquement en train de perdre leur capacité de vendre leurs biens et services sur les marchés mondiaux.

À cet égard, une grande partie du blâme peut être jeté sur les gouvernements de la dernière décennie. Des emprunts énormes dans les secteurs public et privé au cours des années 80, tant ici qu'à l'étranger, ont alimenté

une décennie de surconsommation, ce qui a aujourd'hui de nombreuses conséquences pour le Canada.

Premièrement, cette politique d'emprunt permanent a eu tendance à gêner les investissements nécessaires au Canada en ce qui a trait aux immobilisations industrielles, à la recherche et au développement, à l'infrastructure et au perfectionnement des ressources humaines. Or, ces investissements sont essentiels si l'on veut que le Canada puisse soutenir la concurrence en Europe, au Japon et dans toute l'Asie.

Ces concurrents ont depuis longtemps réalisé que la qualité des investissements et, par voie de conséquence, la capacité d'innover et d'améliorer continuellement, sont les nouvelles conditions de succès au sein de l'économie mondiale postindustrielle.

La performance médiocre du Canada en recherche et en développement, nos routes, aéroports et chemins de fer qui se détériorent, et notre déficit croissant dans le secteur de l'enseignement sont des éléments qui reflètent non pas tant des contraintes nationales, comme le gouvernement voudrait nous le faire croire, mais plutôt une mauvaise affectation de nos ressources nationales au cours de la dernière décennie.

Deuxièmement, une décennie passée à appliquer les théories keynésiennes s'est traduite par l'accumulation de déficits énormes, non seulement au pays mais aussi à l'étranger. Par définition, ces déficits doivent être éponges. Ce sont des dettes qui doivent être remboursées à un moment donné dans l'avenir, soit en augmentant nos exportations, soit en diminuant nos importations, soit en combinant ces deux méthodes.

Le plus grave, c'est que ces politiques ont créé chez les Canadiens l'illusion que tout allait bien et que notre position concurrentielle était solide.

Tant que nous avons de l'argent pour importer une gamme de plus en plus étendue de produits étrangers—ce que nous n'avons pas manqué de faire dans les années 80—tant que notre niveau de vie continuait de monter, nous étions convaincus que la position économique de l'Amérique du Nord restait inattaquable.

Nous avons perdu de vue que cette consommation était largement financée par l'emprunt, et non par les exportations. En effet, la récession à laquelle nous sommes tous confrontés aujourd'hui est due en grande partie au fait que ni les gouvernements ni les Canadiens ordinaires ne peuvent continuer d'emprunter au même rythme que dans les années 80. Il suffit de considérer la dette fédérale qui dépasse les 400 milliards de dollars, notre endettement étranger grandissant et nos taux obligataires gonflés pour constater que notre crédit est épuisé. La fête est finie.